

CITOYENNETÉ

# « Il faut faire confiance aux jeunes des quartiers »

Publié le 15/02/2022 • Par [Véronique Vigne-Lepage](#) • dans : [Actu expert Education et Vie scolaire](#), [Actu Santé Social](#), [France](#)

---



Fabien Calcavechia

Joëlle Bordet, directrice de recherche émérite au Centre scientifique et technique du bâtiment, vient de publier, avec l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT), les résultats d'une recherche-intervention qui fait presque figure de projet politique : « Ecouter les jeunes des quartiers populaires pour les accueillir dans la démocratie".

Après les attentats islamistes qui ont meurtri la France, des débats publics tendus sur le thème du « séparatisme », puis une crise sanitaire renforçant les inégalités territoriales et, aujourd'hui, un contexte électoral marqué par des prises de position radicales, le titre de la recherche-intervention dont

Joëlle Bordet vient de publier les résultats avec l'ANCT fait presque figure de projet politique : « Ecouter les jeunes des quartiers populaires pour les accueillir dans la démocratie ».

La psychosociologue a lancé ce travail de recherche collaborative après avoir été sollicitée, en 2014, par les acteurs (notamment l'imam) de la Meinau, à Strasbourg, dont de jeunes habitants venaient de rejoindre Daech, puis par d'autres villes confrontées à la radicalisation comme à la stigmatisation. Financé par les contrats de ville de ces communes, celui-ci a reçu le soutien de l'ANCT, qui diffuse ce document avec un guide pratique devant permettre à toute ville (prioritairement dans le contexte des cités éducatives) de mettre en place les « ateliers de la pensée critique » expérimentés dans ce cadre. Les acteurs d'une dizaine de sites sont déjà en train de s'engager en ce sens.

Ces « espaces pédagogiques » sont inspirés, explique Joëlle Bordet, de l'éducation populaire – dont elle est militante active –, des travaux de psychanalystes de l'adolescence, comme ceux de Philippe Gutton, et de ceux de la philosophe et politologue Hannah Arendt. Un fondement qui induit que les professionnels impliqués acceptent qu'écouter les jeunes fasse évoluer leurs propres représentations. L'enjeu : la démocratie.

## Dans quelle quête identitaire les jeunes des quartiers populaires sont-ils aujourd'hui ?

---

Je me méfie du terme « identité », car il est utilisé dans le champ médiatique et politique avec une approche qui enferme. Je préfère identifier les modes d'affirmation et de présentation au monde de ces jeunes. Dans ce processus, l'un des grands changements est le territoire

virtuel. Sur les réseaux sociaux, ils prennent au pied de la lettre ce que disent des tiers qu'ils ne connaissent pas, sans donner du temps au temps. Le risque est alors que les jeunes mettent en scène la stigmatisation qu'ils vivent, car c'est une façon d'exister.

« Etre musulman » doit être lu à la fois comme un désir d'affirmation et comme une façon d'exister au monde. Pourquoi veut-on les mettre dans un trouble identitaire ? Quant à « être Français », les jeunes des quartiers populaires urbains issus de l'immigration le sont généralement et en ont bien conscience, puisque cela représente un droit et une sécurité. Ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent totalement légitimes, dans un contexte de stigmatisation, de discours sur un « grand remplacement »... Il faut se mettre à leur place pour le comprendre.

Les politiques ont trop joué la défiance à la suite des attentats, alors qu'il aurait fallu rassurer les familles. La justice et l'action antiterroriste sont indispensables, mais, si l'on veut garder une alliance éducative, il faut faire confiance. Aujourd'hui, lors d'ateliers, des gamines viennent me demander si elles doivent changer de prénom. Une application a même été créée pour cela !

Votre étude révèle des jeunes angoissés, voire dans un repli accru du fait du Covid. Est-il urgent d'investir le champ de la « réassurance » que vous dites s'ouvrir ?

---

Les jeunes, mais aussi leurs familles, sont tétanisés d'angoisse. Face au risque accru de chômage, on le serait aussi à leur place. Ceux que j'ai interrogés, qui sont encore dans des processus d'autonomisation, ont souvent peur de « mal tourner ». Mais cette crise a conduit nombre d'entre

eux à renoncer à des parcours professionnalisants pour devenir chauffeur au statut précaire, par exemple, car leur famille en avait besoin.

Actuellement, un travail de réassurance est utile pour toute la société, mais d'autant plus dans ces situations. Il consiste à agir sur le collectif et à le valoriser. C'est ce que l'on aurait dû davantage faire pour tout ce qui a eu lieu de positif pendant les confinements, en termes de culture, de solidarité alimentaire... En réassurant adultes et institutions, on réassure les jeunes.

Les professionnels de la jeunesse ont-ils besoin, eux aussi, d'être outillés ?

---

Oui, les ateliers de la pensée critique les aident à faire face à ce qui les sidère ou les place en position miroir : comme lorsqu'un jeune que vous connaissez depuis vingt ans vous annonce qu'il ne vous serre plus la main parce que vous êtes une femme, ou lorsque vous êtes vous-même fouillé par la police. Pour renforcer leur capacité de pensée et celle des jeunes, nous utilisons, notamment, la controverse. Contrairement au débat, son but n'est pas qu'il y ait un gagnant, mais d'échanger des arguments pour permettre une décision collective.

Nous partons de situations faisant appel au respect, à la loyauté ou à la justice, les valeurs par lesquelles les jeunes ont tendance à définir leur rapport au monde. Par exemple : « Vous entendez du bruit au-dessus de chez vous ; montez-vous ou pas ? » Les animateurs et éducateurs prennent ainsi un temps pour comprendre ce que les adolescents ont dans la tête, au lieu d'être, comme souvent, dans l'activité, l'activisme, voire la prestation de service.

## Pourquoi faites-vous le pari que cela peut être profitable à la démocratie ?

---

Se poser ainsi pour penser est de plus en plus nécessaire. C'est une façon de réfléchir au politique, car cela donne des idées, de la confiance, cela crée du collectif. En somme, cela redonne du pouvoir. Pour les jeunes, être écouté, sans jugement, est très important. Pour construire les ateliers, je me suis appuyée sur l'éthique de la responsabilité développée par Hannah Arendt : il s'agissait de conférer une responsabilité à la parole des jeunes. Ainsi, à l'issue d'une controverse, l'un d'eux s'est dit heureux d'avoir « fait l'avocat ». Or, quand on commence à penser, à faire des associations d'idées, etc., on ne le fait pas seulement lorsqu'on est convoqué pour cela. Les ateliers sont formels, mais ils ouvrent à d'autres situations de pensée.

Alors, oui, je fais le pari que cela peut maintenir les forces vives de la démocratie. Dans les quartiers populaires, la stigmatisation, la pauvreté, l'illégalité sont des facteurs de fragilité qui peuvent empêcher l'accès à ces capacités de pensée et à ces possibilités d'être démocrate. Mais, dans le même temps, les communautés de vie y sont extrêmement porteuses de démocratie : les conseils locaux des jeunes, les collectifs de solidarité, de lutte contre les inégalités... sont bien plus alertes, inventifs, que dans les classes moyennes. On le leur demande d'ailleurs beaucoup plus et on se prive trop de travailler, dans toutes les fonctions d'éducation (sport, culture...), avec l'ensemble des jeunes.